

ELLE SERA RÉCEPTIONNÉE ENTRE 2018 ET 2019

Une nouvelle gare ferroviaire centrale à Alger

Le ministre des Transports, Amar Tou, a annoncé hier, un projet de réalisation d'une nouvelle gare centrale ferroviaire à Alger, dont les travaux débuteront en octobre 2014.

Mehdi Mehenni - **Alger (Le Soir)** - Amar Tou qui a présidé hier lundi, une réunion consacrée aux projets des modes ferroviaires, urbains, aériens et portuaires de la wilaya d'Alger, en présence de cadres centraux ainsi que des PDG et DG des entreprises du secteur des transports, a annoncé que ce projet d'une nouvelle gare centrale ferroviaire, actuellement à l'étude

comprendra également des extensions de lignes vers différentes régions de la capitale. Les travaux qui débuteront selon le ministre en octobre 2014, s'achèveront à l'échéance 2018-2019.

Sur un autre chapitre, Amar Tou a annoncé la création, prochainement, d'une entreprise nationale pour la gestion du réseau téléphonique urbain,

précisant que jusque-là, la gestion de ce même réseau se faisait au niveau local. La maintenance du réseau et la création de nouvelles stations téléphoniques se feront, selon toujours le ministre, en partenariat avec une entreprise étrangère spécialisée dans le domaine. Par rapport au non ajustement des compteurs de taxi à la nouvelle tarification, Amar Tou a évoqué l'absence d'une industrie spécialisée en la matière en Algérie.

Enfin, le ministre a rappelé l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions

du contrôle technique qui sera rigoureux, notamment pour les transports en commun, tout en soulignant que les vieux bus de transport inter-wilayas ne seront pas retirés de la circulation, expliquant qu'ils avaient beaucoup donné à l'Algérie durant les années 1990 où l'insécurité régnait sur les différents trajets.

«Nous allons par contre, voir les possibilités de les aider pour qu'ils obtiennent de nouveaux bus...», a-t-il conclu.

M. M.

BÉJAÏA : UNE VIOLENTE TEMPÊTE RAVAGE LE PORT DE TALA GULEF

Des experts danois et français à la rescousse

Le wali de Béjaïa, Ahmed Hamou Touhami, s'est rendu dans l'après-midi de dimanche à Tala Guilef, distante d'une trentaine de Kilomètres à l'ouest du chef-lieu de wilaya, pour s'enquérir de la situation du port de pêche et de plaisance durement affecté par la forte tempête qui a sévi du 14 au 16 mars et ayant occasionné des dégâts considérables dans le port.

A rappeler que le déchaînement des vagues atteignant une dizaine de mètres a fait sauter la digue ouest de cette infrastructure portuaire, en chantier depuis le 17 mars 2007 et dont les travaux sont en cours d'achèvement. La houle de forte amplitude a provoqué de lourds dégâts sur une section de 100 mètres linéaires de la jetée principale qui en compte 115

mètres linéaires. Le détail des dégâts se résume selon un communiqué de la cellule de communication de la wilaya, en «un dégarnissement de la carapace en BCR, départ de matériaux (enrochement et TVC) du filtre et du noyau, le renversement des couronnements (dalles de roulement et murs de garde) et le soulèvement de dalles de revêtement en béton».

Au terme d'une visite sur les lieux du sinistre, une réunion a été tenue au niveau de la Direction des travaux publics de Béjaïa, en présence des responsables du bureau d'études LEM et ceux des entreprises Meditram et Sotramest. Il a été ainsi décidé d'entreprendre des travaux de protection et de sauvegarde du reste de la jetée, pour prévenir le retour du mauvais temps, en fermant de part et d'autre la brèche ouverte. Le bureau d'études LEM a également dépêché une équipe de plongeurs et d'ingénieurs pour inspecter l'ensemble des infrastructures du port.

Des essais en canal à houle sont en cours de préparation pour reconstituer

les dégâts afin de cerner le phénomène, déterminer la houle à l'origine des dégâts et de proposer les solutions de confortement appropriées. Le même bureau d'études LEM, a indiqué avoir déjà pris contact avec des experts étrangers (Français et Danois) pour qu'ils se rendent sur le site et lui prêter assistance. Le wali de Béjaïa a tenu à rassurer les habitants de cette localité de la côte-Ouest béjaouie, que «les mesures adéquates seront prises aussitôt après la connaissance des résultats des analyses du laboratoire des études maritimes, ainsi que l'expertise des ingénieurs français et danois qui seront effectuées sur site».

A. Kersani

AMIZOUR

Deux daïras fermées et la RN 75 coupée à la circulation par des manifestants en colère

La rue s'est encore enflammée, hier, à travers certaines municipalités de la wilaya de Béjaïa. Le siège de la daïra d'Akbou et celui d'Aokas ont été cadennassés par des citoyens en colère.

La daïra côtière d'Aokas, à l'est du chef-lieu de wilaya de Béjaïa a été fermée par des citoyens de la municipalité de Tizi N'berber. Trente-cinq familles de cette localité rurale réclament des indemnités à la Sonelgaz qui a fait passer une ligne de haute tension sur leurs terres.

Les protestataires se plaignent de «l'indifférence» des pouvoirs publics qui persistent à «faire la sourde oreille» à leurs réclamations. «Nous avons effectué maintes démarches auprès des diffé-

rents services, mais personne ne veut nous écouter. On nous a promis une indemnisation en contrepartie d'une autorisation pour faire passer la ligne haute tension sur nos terres, mais une fois que les travaux sont achevés, chacun se renvoie la balle» s'insurgent certains manifestants expropriés. A Akbou, le siège de la daïra a été aussi interdit d'accès par des habitants de la cité GMS en furie, contre l'affichage de la liste des bénéficiaires de logements dans le cadre

«résorption de l'habitat précaire» RHP. Une quarantaine de manifestants s'insurgent contre l'absence d'une réponse aux recours introduits au niveau de cette daïra au lendemain de la publication de la première liste de bénéficiaires au début de l'année en cours. La même tension a été observée à Amizour où les villageois d'Imallahen ont procédé, pour la deuxième journée consécutive, ce lundi, à la fermeture de la route nationale 75, reliant la wilaya de Béjaïa à Sétif en passant par cette localité, à la circulation automobile.

Les villageois exigent le raccordement de leurs foyers au réseau du gaz de

ville comme «promis, indique-t-on, il y a quelques semaines par les autorités. «Une cinquantaine de foyers de notre village a été omise dans le premier programme engagé en 2009. Ce réseau ne se trouve pourtant pas très loin de notre village. Le chef de la daïra s'est engagé par écrit, à prendre en charge notre pré-occupation. Une réunion avec la direction des mines et de l'énergie devait intervenir la semaine dernière, pour discuter d'un programme de rattrapage en faveur de nos foyers, mais aujourd'hui on constate amèrement qu'il s'agit d'un leurre» fulminent des protestataires déterminés à «se faire entendre».

A K.

CHERCHELL

Le maire de la ville agressé

Le maire de la ville de Cherchell a fait l'objet, dimanche passé, d'une agression par un forcené qui l'atteint au visage et blessé au niveau de la tempe gauche, avec une grosse pierre.

Questionné à ce propos, le chef de la daïra de Cherchell, affirme que «cet incident a eu lieu à la suite du déplacement de la commission chargée de confirmer le tracé du passage d'une ligne électrique et de l'installation d'un transformateur par Sonelgaz en vue d'alimenter en énergie électrique, les agglomérations urbaines de Bordj El Ghoula et de Oued Bellah.»

Toujours à ce propos, notre interlocuteur dira que «deux murs érigés illicitement par un particulier, sur un immense terrain public communal empêchaient d'effectuer les travaux d'aménagement de ces installations. Ainsi, ce fut en démolissant ces murs, que le forcené, un indu occupant, avait agressé le maire de la ville de Cherchell.»

M. Dj. Ouzaghla, le premier vice-président de la commune, nous déclara à son tour, que «le maire de la ville, à la suite de cette agression, avait immédiatement été transféré et pris en charge à l'hôpital de Sidi Ghilès, où des soins d'urgence lui avaient été donnés. La blessure, située au niveau de la tempe gauche, d'une gravité relative, avait provoqué la tuméfaction de la partie gauche du visage et a nécessité une surveillance médicale suivie d'une intervention locale avec des

points de suture».

Le maire de la ville de Cherchell, Moussa Djemal, nous a reçu sur son lit d'hôpital, où il se trouvait toujours lundi. Ce dernier, tout en parlant difficilement, nous a relaté les circonstances de cette agression. «Mon agresseur avait été invité une semaine auparavant, à évacuer la parcelle occupée illicitement, classée zone non edificandi, pour le passage du réseau d'électricité de cette banlieue. Au contraire, il a persisté et a érigé une clôture autour de ce terrain public, au mépris de la loi. Lorsqu'il fut mis en demeure avant démolition de cette clôture, ce dernier a persisté à bloquer l'accès aux véhicules de la délégation technique et a lancé en ma direction, lui et probablement des membres de sa famille, une série de jets de pierres, dont la plus grosse a occasionné une grave blessure au niveau de ma tempe gauche, à proximité immédiate de mon œil gauche. Cela a provoqué une vision floue, temporairement. J'ai failli perdre mon œil gauche» disait calmement et sans haine ce maire.

A la suite de cet événement, plusieurs citoyens affirment : «On est inquiets de ces dépassements et du non respect de l'ordre public, allant jusqu'à agresser, le

premier magistrat de la ville. Nous sommes partisans d'une solution où des mesures doivent être prises pour faire respecter et observer une plus grande sécurité, face à ces dérives.»

Rappelons que plusieurs cas de violence et menaces, avaient eu lieu envers les élus locaux, à l'image de ce citoyen qui, pour exiger un logement a menacé de se jeter du haut du siège de l'APC de Cherchell. La même menace a été signalée, à Ahmer El Aïn, où un jeune s'était aspergé d'essence au cœur du siège de la daïra, pour exiger un logement.

Plus grave, fut l'incident qui avait eu lieu , au début de cette année, au cœur du siège de la mairie de Cherchell, où un jeune en voulant faire entendre sa requête à haute voix, par la menace et la force, avait obligé l'actuel maire de la ville de Cherchell , à se défendre avec ses propres moyens au sein de son bureau. Bien que cet événement ait calmé les ardeurs de certains gros bras, se prétendant au dessus des lois de la République, la société civile reste interpellée par cette prolifération d'abus, de violence, de déliquescence et de l'irrespect de l'autorité civile.

La quasi totalité des élus et responsables locaux contactés réproouvent ces actes de violence et sont unanimes à déclarer que «ces violences doivent cesser et des mesures draconiennes doivent

être prises.». L'un de ces élus dira, en substance pour la circonstance : «Nous avons vu, lors des blocages des routes, de quelle façon les protestataires revendiquent et avec quelle violence ils interpellent les responsables et élus locaux.» Notre interlocuteur poursuit : «lors des scènes d'émeutes et de blocage de routes survenus au début de l'année, au niveau de l'agglomération Sud Est de Tipasa, à proximité de l'université de cette ville, le véhicule d'un responsable accompagnant un cortège ministériel fut pris à partie et les vitres du véhicule brisées.

Les mêmes scènes furent observées à Gouraya, au début de l'année, lors des violences, qui ont accompagné le blocage de la route RN11, allant de Gouraya à Damous et au cours desquelles, une délégation ministérielle et de wilaya, fut prise à partie et interdite de passage par les émeutiers. Cette délégation fut obligée de rebrousser chemin vers le Barrage de Kef Eddir à Damous, ministre et wali compris»

Ces témoignages traduisent, selon un responsable local, «l'urgence de mettre fin à ces dérives, qui ne sauraient être passées sous silence, sous peine d'être interprétées comme une véritable dilution de responsabilités, menaçant les fondements même de la sécurité publique.»

Larbi Houari

M'SILA

Des lycéens envahissent la Direction de l'éducation

En signe de solidarité avec leurs camarades exclus par le conseil de discipline tenu au mois de janvier dernier, un bon nombre d'élèves du lycée Othmane-Ibn-Affane de M'sila,ont suspendu les cours dans la journée de dimanche. Ils se sont dirigés dans la matinée, vers le nouveau siège de la Direction de l'éducation où ils ont manifesté leur mécontentement par des actes de destruction des vitres et du barodage. Les élèves se sont manifestés suite au refus des enseignants d'accepter les sept élèves exclus de revenir en classe, sachant que ces élèves veulent passer les épreuves des compositions du second trimestre, à l'instar de leurs camarades du lycée. Selon la décision du conseil de discipline, ces élèves ont commis des actes de saccage et semé la zizanie à l'intérieur de l'établissement scolaire, insistent les professeurs. Ces derniers veulent instaurer la discipline et donner plus de respect et de crédibilité au barème des sanctions scolaires qui stipule la punition à l'encontre des élèves derrière des actes d'incendie des magasins et d'ortoirs, de destruction des tables et chaises, de lancement des pétards pendant les cours et de ceux qui ont même fabriqué des bombes artisanales à l'aide d'acide, d'aluminium, plastique nous dit-on. D'ailleurs une fille a été touchée au visage lors de la déflagration de l'un de ces engins explosifs. Par ailleurs, le représentant du CNAPEST nous a fait savoir qu'un délai a été donné aux différents responsables, pour combattre ces formes d'agression dans les établissements scolaires et donner plus de respect aux différents conseils pédagogiques. Dans le cas contraire, celui-ci compte faire un appel à une grève générale.

A. Laidi

UNIVERSITÉ

DE TIZI-OUZOU

Manifestation des étudiants contre l'insécurité

L'insécurité qui prévaut dans certains campus de l'université de Tizi-Ouzou a fait sortir hier des dizaines d'étudiants dans la rue.

Même s'ils n'ont pas reçu l'appui de leurs camarades des autres facultés, les juristes du campus de Boukhalfa, cinq kilomètres du centre-ville de Tizi-Ouzou, étaient nombreux à se rassembler pour une marche à travers les principales artères de la ville. Les étudiants en droit et sciences juridiques sont ainsi sortis crier leur ras-le-bol d'une situation qui, disent-ils, dure depuis longtemps.

Des incidents, dans la majorité des cas, déclenchés par des individus n'ayant rien à voir avec l'université, comme le dernier en date, survenu dans la nuit de dimanche dernier, lorsque deux individus, en état d'ébriété avancée, s'étaient livrés à des actes de vandalisme dans l'enceinte même de la cité universitaire avant de provoquer une bagarre avec un autre groupe de personnes étrangères à la résidence. Une rixe entre voyous qui a nécessité une descente de la police qui a procédé à plusieurs interpellations.

A. M.